

# Crise ivoirienne: enjeux et sens d'une mobilisation patriotique

Dakouri Gadou

Université de Cocody-Abidjan, Institut d'Ethnosociologie, Côte d'Ivoire

Depuis la nuit du 19 septembre, la Côte d'Ivoire connaît la plus grave crise au cours de son histoire, du moins depuis son indépendance, après le coup d'Etat de décembre 1999. Ceux qui ont pris les armes disent l'avoir fait pour lutter contre les conséquences de l'ivoirité: la xénophobie, la ségrégation et l'exclusion. La réaction qui s'en est suivie, notamment celles des mouvements dits patriotiques, est expliquée par ceux-ci comme une résistance et une défense de la patrie en danger. Le sentiment d'appartenance des uns et des autres à la nation ivoirienne et la mobilisation patriotique pour justifier les actions entreprises respectivement, voilà ce qui transparait au-delà des clivages et des antagonismes dans la crise ivoirienne. Le dessein de cet article est alors d'essayer de comprendre et d'expliquer cette mobilisation patriotique chez les protagonistes. Que la notion d'ivoirité ait affecté les relations entre les Ivoiriens (notamment entre ceux du nord et sud) et de ceux-ci avec les immigrés ouest-africains, personne ne pourrait le nier, et qu'ensuite celle-là constitue l'élément déclencheur de la crise ivoirienne, cela est peut être possible; que cette crise, enfin, ait aiguisé le sentiment patriotique ou nationaliste des Ivoiriennes et des Ivoiriens, cela est sans doute aussi vrai; mais ce qui nous paraît plus plausible – et c'est là l'hypothèse de ce travail – est que la mobilisation patriotique observée ici de part et d'autre dans cette crise ivoirienne ne constitue qu'un enjeu de pouvoir, une rhétorique de lutte sur le pouvoir.

*Mots clés:* Crise, Côte d'Ivoire, nation et nationalisme, patrie et patriotisme, enjeu

Since the 19th September 2002, Côte d'Ivoire experiences the most severe crisis in its history as an independent country. Those who took up the arms say that they did so in order to fight against the effects of ivoirité: xenophobia and exclusion. The subsequent reaction most notably by the so-called patriotic movements is formulated in terms of resistance and the protection of their endangered nation. Beyond the oppositions and antagonisms of the two parties, one observes a shared feeling of belonging to the Ivorian nation. The purpose of this article is to try to understand and explain this patriotic mobilisation among the protagonists. That ivoirité has affected the relations among Ivorians ('northerners' and 'southerners') and between the latter and the West African immigrants is beyond doubt. That this constitutes the central triggering factor of the present Ivorian crisis, is possible. Finally, that this crisis has sharpened patriotic or nationalist sentiments, is perhaps also true. However, the working hypothesis of this article is that the patriotic mobilisation is but an element of a larger power game, a rhetoric web woven around a fierce battle for power.

*Key words:* natural Côte d'Ivoire, nation and nationalism, country and patriotism, power game

### Contexte, questionnement et méthode

La Côte d'Ivoire est caractérisée par des identités ethniques plurielles, si on considère ses soixante ethnies réparties entre les Gur, au nord-est, les Mandé, au nord-ouest, les Akan, au centre et au sud-est et enfin les Kru, à l'ouest et au sud-ouest. Cette fragmentation ethnique fait dire à plusieurs leaders politiques que toute mobilisation politique à caractère ethnique y est un leurre. Et pourtant, les effets politiques de cette fragmentation identitaire sont indiscutables: les contradictions/tensions nées de celle-ci, les mobilisations politiques selon l'appartenance ethnique des leaders des partis politiques: Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), parti des Akan-Baoulé, Front Populaire Ivoirien (FPI), parti des Bété, Rassemblement Des Républicains (RDR), celui des Dioula (ou Malinké), UDPCI (Union Démocratique et Populaire de Côte d'Ivoire, celui des Dan (ou Yacouba), etc. selon l'imaginaire populaire ivoirien.

Dans ce sens, ces partis politiques représentent symboliquement les microsociétés-ethniques qui attendent que ceux-là écrivent une page de l'histoire de leur ethnie, de leur tribu ou de leur région qui entre en résonance avec leurs représentations, nécessairement différentes, de la nation. Historiquement, dans les nouveaux Etats en Afrique, les partis uniques de fait ou de droit ont été mis en place, dit-on, pour éviter ces tensions entre cette symbolique du parti politique et la nation en construction<sup>1</sup>. Si « l'ethnicité, les conflits ethniques, le tribalisme, ne sont plus propres aux seules sociétés africaines contrairement à ce que pouvait croire jadis l'anthropologie classique » (Sylla, 2007: 204), l'on sait aujourd'hui que la plupart des conflits en Afrique sont ethniques ou d'origine tribale, comme l'affirme si bien Lanciné Sylla:

« L'ethnicité n'est certes pas un phénomène spécifiquement africain; mais l'Afrique semble toujours détenir la palm d'or de ce mouvement général de résurgence du tribalisme à l'heure de la mondialisation. L'évocation des génocides Toutsis/Houtou, les noms du Rwanda et du Burundi, les cohortes des réfugiés miséreux fuyant les foyers de guerres civiles, les « machettés » de Sierra Léon, du Libéria ou de la Côte d'Ivoire suffisent à saisir l'étendue du phénomène et ses manifestations les plus poignantes... A la violence réfléchie et à la guerre réglée des temps anciens font de plus en plus place la violence anomique et la guerre incontrôlée dont l'unique l'objectif s'appelle conquête violente du pouvoir, monopole ethnique du pouvoir, purification ethnique, génocide, crime contre l'humanité, et autres comportements parmi les plus aberrants qui mettent en cause les règles les plus élémentaires du droit de la guerre » (*ibid.*: 205-206).

La crise ivoirienne de septembre 2002 ne vient que corroborer ces analyses qui indiquent que le regain du sentiment d'appartenance et d'identification à l'ethnie, ainsi que l'émergence (ou la résurgence) du nationalisme ethnique sont à l'origine des fréquents et intenses conflits contemporains entre groupes ethnoculturels dans la plupart des pays en développement, mais aussi ailleurs, tels en Europe de l'Est et dans les pays occidentaux (Cf. AZZI Assaad E: <http://www.conflicts.org/document2099.html>). Car, on

1 Voir Sylla (1977).

n'avait jamais tant invoqué le patriotisme ou le nationalisme en Côte d'Ivoire que pendant cette crise. On le voit d'abord par une kyrielle de nouveaux mots dans le vocabulaire des Ivoiriens: patriotes, patriotisme, nationalisme, nouvelle Côte d'Ivoire, etc., ensuite dans les dénominations de certains mouvements qui apparaissent avec et pendant ce conflit armé: Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire, Mouvements des jeunes patriotes, des femmes patriotes, etc.

Par ailleurs, si jamais, on ne s'était autant préoccupé du discours patriotique en Côte d'Ivoire, jamais aussi ne s'était élevé un tel chœur de lamentations pour déplorer ce sentiment national et la peur qu'il inspire<sup>2</sup>: xénophobie, exclusion, discrimination, etc. thèmes qui, du reste, ont envahi la littérature orale et écrite tant nationale qu'internationale. Si on en croit certains observateurs de la vie politique ivoirienne, ce relent nationaliste, xénophobe et exclusionniste apparaît bien avant la guerre de septembre 2002: d'abord en 1990 dans la requête de suppression du vote des étrangers par la nouvelle opposition politique (Dozon, 2000a). Ensuite à travers la notion de l'ivoirité qui est vue par certains observateurs comme une redéfinition pernicieuse de la citoyenneté (Dozon, 2000b), une vision ethno-nationaliste étroite (Losch, 2000), une exclusion des étrangers de la nation ivoirienne (Dozon, 2000a). Les frustrations qui découlent de cette situation auraient aiguisé les crispations ethniques et politiques, les divisions dans la communauté pour aboutir à la fragilisation des relations entre les diverses communautés politiques et ethniques, sinon aux extrêmes avec le conflit armé du 19 septembre 2002.

Ce conflit serait donc une réplique patriotique – comme le sous-entend la dénomination du mouvement qui a revendiqué cette attaque: le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) –, à la dérive identitaire et nationaliste de l'ivoirité. Également, d'autres Ivoiriens – ainsi que le suggère le titre de leur mouvement: le Rassemblement des Jeunes Patriotes (RJP) –, disent avoir réagi et résisté à cette rébellion, au nom de ce même sentiment patriotique. Comme on le voit, dans la crise ivoirienne, la mobilisation patriotique a joué ou joue encore un rôle important. Quelles sont les sources de cette mobilisation patriotique? La perception d'une forme d'injustice dans la société, le besoin d'une identité positive et distincte ou encore la valorisation d'une identité ethnique ou de groupe distincte sont-ils des motivations suffisantes pour que des individus organisent, soutiennent une action collective structurée ou y participent? Ou bien existe-t-il des motivations rationnelles liées à un intérêt matériel personnel ou collectif qui conduisent des individus à agir au nom de leur groupe qu'il soit

---

2 « La question nationale est un sujet qui prête à controverse » (Hobsbawm 1992: 8), car comme on le sait les termes de nation, de nationalisme, de patrie et de patriotisme qui sous-tendent cette question sont fortement connotés idéologiquement et lourds de significations historiques, comme le rappelle Mondher Kilani: « Nationalité-nationalisme [...] Voici des notions courantes autour desquelles règne la plus grande confusion à cause de leur caractère idéologique fortement affirmé ... » (2000: 9). Leur charge idéologique donne alors à ces notions une puissance performative : celle de faire agir socialement et de servir comme une puissante arme de manipulation idéologique, notamment lorsque ces notions s'imposent d'autorité comme si elles relevaient d'un ordre naturel. L'ex-Yougoslavie, le Rwanda, avec leurs purifications ethniques et leurs génocides sont exemplatifs de cette puissance performative de ces notions. Et pourtant, celles-ci sont fréquemment utilisées, tant au niveau du sens commun que dans le langage des médias et des politiques, voire dans le discours scientifique, comme si elles étaient forcément neutres et innocentes.

ethnique ou non? Comprendre et expliquer ces motivations dans la crise ivoirienne, voilà le dessein poursuivi par ce travail.

Le champ de notre démonstration est principalement réduit à celui délimité par les rapports entre les rebelles<sup>3</sup> et les 'patriotes', deux groupes porteurs de dynamiques et de stratégies politiques dans la crise ivoirienne. Dans cette enquête initiale, constituent notre documentation de base, des sources électroniques (Internet) et imprimées (ouvrages, journaux). Outre, le simple fait que des enquêtes auprès des populations nous ont paru difficiles à cause des tensions et des suspicions au moment de cette recherche<sup>4</sup>, deux raisons justifient cette démarche méthodologique. D'une part, notre choix a porté sur les sites Internet des rebelles, principalement, parce que, dès le début, Internet a constitué leur principal moyen de communication. Les rebelles n'ont pas seulement utilisé Internet comme stratégie de communications/mobilisation. Ils ont aussi et surtout créé eux-mêmes leurs propres sites<sup>5</sup>. D'autre part, les 'patriotes' ayant privilégié dans leurs politiques de communication et de mobilisation ce qu'en anglais on appelle « grassroots literature », ce qui nous justifie le choix des sources imprimées. L'importance capitale de ce moyen dans la communication des patriotes, voire du parti au pouvoir, depuis 2000/2002 se voit principalement, depuis la parution du petit livre de Koulibaly Mamadou (2003), dans l'explosion de cette littérature laudative: Gomé Hillaire, Bro-Grébé, Agnès Kraïdy en

---

3 Il ne faut pas voir dans l'emploi de ce terme, la charge axiologique qui lui est souvent liée. Nous l'utilisons dans son sens littéral, c'est-à-dire une personne ou un groupe de personnes qui refuse de se soumettre à une autorité, et de ce fait se révolte contre elle. Dans cette étude nous n'emploierons pas les expressions de ex-rebelles, ex-rébellion, ex-zones assiégées..., qui nous paraissent des expressions politiquement correctes ; car, tant que ceux-la qui ont pris les armes, les ont toujours encore avec des territoires occupés, c'est qu'ils manifestent toujours leur révolte et résistance ouvertes contre l'autorité, quelles qu'en soient les raisons, ils sont des rebelles ou constituent une rébellion.

Cet article s'appuie sur les résultats d'une étude entreprise dans le cadre du Groupe National de Travail de CODESRIA sur la crise ivoirienne, spécialement du volet sur le patriotisme que nous avons réalisé de septembre 2005 à janvier 2006. Les premières données reprises ici ont été profondément retravaillées. Ce que l'on peut déplorer ici, c'est le déséquilibre d'informations qui ont été bien plus nombreuses sur la zone gouvernementale que sur celle des rebelles. Subséquemment, on trouvera ici un traitement déséquilibré, mais involontaire, du sujet.

Ces sites Internet, cependant, ont eu l'inconvénient de ne pas fournir assez d'archives.

À cause leur couleur dominante, ceux-ci sont appelés, les « journaux bleus »: Notre voie, Le courrier, Le temps, Matin d'Abidjan... A cette technique de collecte d'informations, nous joignons l'observation empirique fondée sur notre propre expérience vécue de cette guerre. Autrement dit, nos analyses et interprétations s'appuient également sur des situations dont nous avons pu être acteurs ou témoins par ailleurs.

4 Cet article s'appuie sur les résultats d'une étude entreprise dans le cadre du Groupe National de Travail de CODESRIA sur la crise ivoirienne, spécialement du volet sur le patriotisme que nous avons réalisé de septembre 2005 à janvier 2006. Les premières données reprises ici ont été profondément retravaillées. Ce que l'on peut déplorer ici, c'est le déséquilibre d'informations qui ont été bien plus nombreuses sur la zone gouvernementale que sur celle des rebelles. Subséquemment, on trouvera ici un traitement déséquilibré, mais involontaire, du sujet.

5 Ces sites Internet, cependant, ont eu l'inconvénient de ne pas fournir assez d'archives.

2004, Blé Goudé, Simone Gbagbo, etc... qui ont suivi après, suffisent à l'attester, mais aussi la création de plusieurs journaux<sup>6</sup>.

Le présent travail se subdivise en trois principales parties. Les première et deuxième parties exposent respectivement les motivations de la mobilisation patriotique selon les rebelles et les 'patriotes'. Quant à la troisième partie, elle analyse les enjeux et le sens de cette mobilisation patriotique en particulier en référence à l'imaginaire national des protagonistes de la crise ivoirienne, et en général par rapport à la « communauté imaginée » (Anderson 2002).

### **La lutte contre l'exclusion et la xénophobie : le sens d'un combat patriotique des Forces Nouvelles (FN)**

Une insurrection armée, dans la nuit du 18 au 19 septembre, tente de renverser le pouvoir en place et inaugure une longue période de guerre civile. L'identité de ceux qui revendiquent ouvertement celle-là est progressivement connue: d'abord, au début du mois d'octobre 2002, le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) qui, dirigé par Soro Guillaume, occupe les villes du centre de la Côte d'Ivoire, spécialement Bouaké et celles du nord, notamment Korhogo. Son objectif: « renverser le régime de Laurent Gbagbo, mal élu en octobre 2000 ». Ensuite, à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, le 28 novembre 2002, surgissent le Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIO), conduit par le Sergent N'dri N'guessan, dit Felix Doh et le Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP), sous la direction du Commandant Gaspard Déli. Le but de ces deux mouvements: venger le Général Robert Gueï, tué dès les premières heures de la rébellion. Le MPCI, le MPIO et le MJP, bien qu'affirmant leur autonomie les uns par rapport aux autres, créent un mouvement de coalition en décembre 2002 dénommé: les Forces Nouvelles, placé sous la direction de Soro Guillaume. Ces trois mouvements adoptent alors une position commune face au régime de Laurent Gbagbo, élu président de la Côte d'Ivoire en octobre 2000.

Les revendications des Forces Nouvelles sont de deux ordres: politiques et identitaires. Les revendications politiques concernent: la démission du président de la République, parce que élu dans des conditions calamiteuses que lui-même reconnaît si bien. Ce qui fait dire à Soro Guillaume: « On cherche à confisquer le pouvoir. C'est de ça qu'il s'agit. Les conditions calamiteuses et sanglantes dans lesquelles M. Gbagbo est arrivé au pouvoir, s'il était démocrate, il aurait lui-même pris du recul » (*Le Jour* 2-4-2003: 2); l'abrogation de la constitution, notamment dans son article 35 fixant les conditions d'éligibilité, la révision de la loi sur le code foncier rural, parce que discriminatoires, exclusionnistes et xénophobes; la reprise des élections présidentielles et législatives dans un cadre qui assure leur transparence, la participation de tous les candidats aux élections présidentielle dans la mesure où ces élections n'avaient pas été ouvertes à tous, particulièrement les présidentielles d'octobre

---

6 À cause leur couleur dominante, ceux-ci sont appelés, « les journaux bleus »: Notre voie, Le courrier, Le temps, Matin d'Abidjan... A cette technique de collecte d'informations, nous joignons l'observation empirique fondée sur notre propre expérience vécue de cette guerre. Autrement dit, nos analyses et interprétations s'appuient également sur des situations dont nous avons pu être acteurs ou témoins par ailleurs.

2000 où les candidats du PDCI et du RDR ont vu leur candidature rejetée par la cour constitutionnelle. Ainsi, dès le début de la guerre, Soro Guillaume ne cessait de dire sur les ondes des radios internationales que: « tout le monde doit être candidat aux élections présidentielles »; l'arrêt total de l'opération d'identification de la population, puisque catégorisant les populations ivoiriennes en « Ivoiriens de souche » et en « Ivoirien de seconde zone »; la révision de la loi sur la nationalité ivoirienne de telle sorte qu'elle soit octroyer à tous les habitants de la Côte d'Ivoire, et à résoudre le problème du président du RDR dont la candidature a été rejetée à la présidentielle d'octobre 2000 pour cause de nationalité douteuse; et enfin, la réintégration de tous les militaires déserteurs, pour la plupart des rebelles, dans l'armée ivoirienne.

Politique, la crise ivoirienne est cependant allée de pair avec une crispation identitaire amplifiée par les enjeux politiques. Ce qui expliquent les revendications identitaires des rebelles. En effet, ces rebelles ivoiriens, pour la plupart, sinon pour la grande majorité, sont des ressortissants du nord qui disent être des victimes de l'ivoirité et d'avoir souffert de la persécution du pouvoir de Laurent Gbagbo, après celui du Général Guéï. Ainsi le sergent Chérif Ousmane, commandant zone sud (Bouaké) et chef de la compagnie Guépard, explique-t-il les motivations du coup de force du 19 septembre en ces termes:

« Dans l'armée de Côte d'Ivoire, les gens étaient jugés par rapport à leur appartenance ethnique ou religieuse. M'appelant chérif Ousmane, on me traita de pro-Alassane, que je ne connaissais qu'à travers la télévision comme tout le monde. Dès qu'il y avait des troubles socio-politiques impliquant des jeunes dioula, tous ceux du nord étaient mis dans la même assiette par le pouvoir. Nous n'étions plus libres dans notre propre pays. Nous étions traités d'étrangers. Pour des militaires comme nous, cela était insupportable de se voir constamment plaquer des étiquettes politiques. Cela nous a d'abord amené au coup d'Etat du 24 décembre 1999, qui a porté le Général Guéï au pouvoir. Les choses n'ont pas changé, car c'est encore nous qui avons été accusés lors de l'attaque de la résidence de ce dernier le 17 septembre 2000. Nous avons été arrêtés le lendemain et emprisonnés comme vous le savez. Le 7 Janvier 2001, Gbagbo disait avoir fait échouer un coup d'Etat. Ici encore nous avons été accusés. Les politiciens de Côte d'Ivoire qui en avaient après M. Alassane Ouattara, nous accusaient d'être des proches de ce monsieur que je n'avais pourtant jamais rencontré. Cette situation nous obligea à abandonner nos familles et tout ce que nous avons en Côte d'Ivoire, pour aller vivre en exil. Voilà ce qui m'a amené dans le Mouvement. Il était grand temps pour nous de rejoindre notre pays et nos parents. Nous avons au préalable tenté de négocier diplomatiquement, afin de pouvoir rentrer en toute quiétude dans nos familles et reprendre notre service, mais ce fut en vain. Mon dossier judiciaire était pourtant vide. Il n'y avait pas de chef d'accusation contre moi. Malgré tout, le pouvoir m'empêchait de rentrer en Côte d'Ivoire. Il ne me laissait pas le choix pour faire valoir mes droits. Nombre de mes frères d'armes connaissaient une situation similaire. Voilà pourquoi nous avons pris les armes. Le MPCCI a réveillé le pays. C'est seulement par les armes que nous pouvions avoir accès à notre pays. Nous sommes venus, avec pour objectif, de ramener la liberté, la justice et la démocratie, pour le bonheur de tous les citoyens » (<http://www.bataillonanaconda.info/wattao/lire-article.php?newsid=16>).

Le sergent Issiaka Ouattara alias Wattao, adjoint de Chérif Ousmane, ne dit pas autre chose:

« La rébellion en Côte d'Ivoire ne doit pas surprendre quelqu'un. Depuis dix ans, chacun a vu

venir la déchirure dans ce pays; chacun a vu comment on a divisé l'armée et la population, chacun a vu comment on arrêtait, torturait et tuait d'autres Ivoiriens sur des fausses bases et tout simplement parce qu'ils sont opposants ou parce qu'ils viennent du Nord. Les armes ont déjà parlé en 99 dans ce pays pour arrêter tout ça. Malheureusement, le général n'a pas profité de cette situation pour remettre le pays sur les rails. Et puis les mêmes injustices, exclusions, tracasseries et tueries ont continué. Donc nous avons, au nom de notre survie et de la survie de toute une communauté et de la démocratie, décidé de prendre nos responsabilités. Avant, on utilisait les armes contre nous. Nous avons seulement pris les armes pour arrêter qu'on continue de nous tuer. Comme ça avec l'équilibre des armes, on pouvait s'asseoir pour dire sincèrement qu'est-ce qui ne va pas et rechercher la solution durable une fois pour toutes » (Le Front n° 818 du mercredi 19 Janvier 2005; Cf. aussi: <http://www.bataillon-anaconda.info/wattao/lire-article.php?newsid=16>).

Invité de RFI, le leader des Forces Nouvelles reviendra sur cette revendication identitaire en répondant à une des questions du journaliste :

« C'est vrai. Aujourd'hui, Monsieur Laurent Gbagbo a accepté du bout des lèvres les candidatures. Mais, je dis que la revendication principale des Forces Nouvelles n'était pas les candidatures. Puisque de toutes les façons, nous, nous n'allons pas nous présenter à ces élections. Notre revendication principale demeure. Donnez-nous des cartes d'identité pour que le désarmement devienne un jeu d'enfant » (interview rapporté par Le patriote N° 1778 du samedi 3 septembre 2005).

Quand s'est donc posée la question du désarmement des rebelles, comme on le voit, ces derniers ont lié celle-ci et la fin de la guerre à leur revendication identitaire. Pour les rebelles, il est impossible de débiter le programme du désarmement tant que leur problème identitaire n'est pas réglé. Ayant pris les armes pour mettre fin aux mesures discriminatoires visant essentiellement les populations étrangères et originaires du nord, pour Chérif Ousmane et ses camarades, la question identitaire, enchaînée au statut de la citoyenneté, est non négociable :

« Nous déposons les armes lorsque notre problème identitaire sera réglé, pas avant, ceci est non-négociable. Nous voulons des papiers d'identité contre nos armes. Toute autre proposition est non-négociable. Tous ces Ivoiriens marginalisés, avance Chérif Ousmane, qui n'ont pas d'identité, et de ce fait n'ont ni la chance, ni le droit de dire je suis ivoirien, alors qu'ils sont natifs du pays et que leurs grand-parents ont lutté contre l'esclavage et ont fini par obtenir l'indépendance du pays en 1960, pourront alors dire une phrase simple «je suis ivoirien» et à ce titre retrouver la quiétude et la fierté d'un homme vivant dans son propre pays ». (<http://compagnie-guepard.chez-alice.fr/combat.htm>).

C'était pour la régler que Issiaka Ouattara (Wattao) et certains de ses camarades (Zaga-zaga, IB, Boka Yapi, Diomandé Souleymane dit la Grenade, Gaoussou dit Jahgao), avaient renversé le régime de Bédié en décembre 1999, qui s'était muré dans la théorie-nationaliste de l'ivoirité et dans la mauvaise gouvernance. Mais le Général Guéi Robert qu'ils avaient porté au pouvoir n'a pas tenu parole, comme le dit si bien Chérif Ousmane: « malheureusement, très tôt, le goût du pouvoir l'emporte sur la parole donnée et le général s'engouffre dans la voie sans issue du totalitarisme sur fond d'ivoirité » (<http://www.bataillon-anaconda.info/wattao/lire-article.php?newsid=16>).

Aussi, selon les Forces Nouvelles, la situation ne s'est guère améliorée avec l'arrivée

de Laurent Gbagbo au pouvoir. C'est pourquoi, Soro Guillaume, au début de la crise, pour dire que la rébellion n'avait pas d'autre solution que la guerre, avait avancé: « *cette guerre nous été imposée* ». À travers elle, les rebelles entendaient instaurer un nouvel ordre politique en Côte d'Ivoire: « *Le Bataillon Anaconda est une réserve sûre d'hommes prêts à mourir pour l'instauration d'un Nouvel Ordre Politique en Côte d'Ivoire, à condition que les ordres pour la bataille finale soient donnés par le Chef d'Etat-major Adjoint, le Commandant Wattao* » (<http://www.bataillon-anaconda.info/wattao/lire-article.php?newsid=2>).

Cette revendication identitaire de la rébellion semble avoir reçu, plus que les revendications politiques, un écho très favorable auprès de certains Ivoiriens. Selon les témoignages recueillis (*Fraternité Matin* du 5 octobre 2002, *Soir Info* du 4 octobre 2002, *Le Figaro* du 16 octobre 2002), les Forces nouvelles auraient alors bénéficié d'un soutien populaire, notamment des jeunes ressortissants du nord: « *Quand le régime de Gbagbo a choisi de lancer le défi de la guerre au MPCPI, les responsables militaires du MPCPI furent chargés d'encadrer et d'organiser les milliers de jeunes gens qui, volontairement, s'étaient engagés dans les rangs du MPCPI* » (<http://www.bataillon-anaconda.info/wattao/lire-article.php?newsid=2>), mais aussi des prisonniers de droit civil et de plusieurs Dozos, ces chasseurs traditionnels originaires du nord de Korhogo, dont « *plus de 1500 d'entre eux auraient répondu à l'appel des doyens de la confrérie* » (Gramizzi, 2003: 11). Si des populations du nord ont rallié la rébellion ou adopté sa cause d'une manière ou d'une autre, c'est parce qu'elles se sont surtout senties concernées par la défense de leur identité ethnique ou territoriale, comme c'est le cas des Dozos:

« *Considérant leur territoire agressé depuis longtemps, leur historique mission de protection les a conduit à s'impliquer aux côtés des éléments du MPCPI (actuelles Forces Nouvelles). Ils ont créé leur propre section: la Compagnie des guerriers de la lumière, avec à sa tête le charismatique Bamba* » (<http://compagnie-guepard.chez-alice.fr/combat.htm>).

Les premières réactions positives à la rébellion sont d'abord venues du « *petit peuple* », du commun des mortels, il ne faudrait pas, néanmoins, oublier l'engagement et le soutien de certains intellectuels, voire de partis politiques nationaux de l'opposition:

« *Bien qu'aucun parti politique n'ait officiellement rallié la cause des mouvements de rébellion, il est tout de même important de remarquer que [leurs] revendications recourent les prises de position de l'opposition au cours des dernières années, en particulier celles du RDR, parti qui a toujours joué le rôle de défenseur des droits du nord. Ces affinités pourraient cacher des liens, comme le clame le pouvoir, mais aussi émerger plus simplement d'un sentiment de révolte qui se serait généralisé suite au durcissement du régime en place* » (Gramizzi, op. cit.: 14).

Cette rébellion a suscité de nombreuses réactions au sein de la société ivoirienne dont les groupes que l'on a pris l'habitude d'appeler les mouvements patriotiques ou des jeunes 'patriotes' qui se sont illustrés de manière particulière par des manifestations de rue. Quels sont la nature et les fondements de leurs réactions?

### **La résistance et la défense de la patrie : les mouvements patriotiques**

Depuis au moins les années 1990 à la faveur du multipartisme, on voit surgir de toutes parts, dans l'espace public ivoirien, des structures dénommées: « *Sorbonne* », « *Parlement* », « *Congrès* », « *Agora* », « *Sénat* », etc. Lieux de rassemblements, de

libre expression et de débats publics, notamment autour de l'actualité politique (Bahi 2001: 129), « la presse n'a pas hésité à appeler [ces tribunes] des *agoras* » en référence à la Grèce antique (Bahi, 2003: 2). À Abidjan, ces espaces de discussion connaissent une certaine dynamique à partir du coup d'Etat de décembre 1999<sup>7</sup>. Mais, ils vont surtout se démultiplier à la faveur de la guerre du 19 septembre aussi bien dans les quartiers d'Abidjan que dans certaines villes de l'intérieur du pays que l'on dénommera: « Agoras et Parlements ». « Favorables aux thèses nationalistes » (Bahi, 2003: 5) et actifs dans la dynamique de l'opinion publique (Bahi, 2001: 129), ces structures seront les tout premiers membres des mouvements des « jeunes patriotes » dès le début de la crise: « l'Alliance des jeunes patriotes pour le sursaut national », « le Collectif des femmes patriotes », « l'Association de femmes de Côte d'Ivoire-Paix et Vision », « l'Union des Forces sociales », « l'union des patriotes pour la libération totale de la Côte d'Ivoire », « le Forum de la jeunesse », etc.

A ces « jeunes patriotes », on peut ajouter d'autres organisations de la « société civile »: la voix du Nord, la Fédération des réseaux et collectifs d'ONG, le Congrès panafricain des jeunes patriotes (COJEP), Ethique et Légalité pour l'Avenir de la Nation (ELAN), le Collectif National des Résistants (CNDR) ou des syndicats: le Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (SYNARES), la Fédération Estudiantine de Côte d'Ivoire (FESCI), la centrale Dignité ou encore des associations professionnelles: associations des agriculteurs, des chefs traditionnels et religieux, des artistes. Ces groupements qui sont soit nés à la faveur de la guerre, soit des anciennes organisations redynamisées se disent autonome avec leur propre responsable. Toutefois, Charles Blé Goudé du COJEP s'est imposé comme le leader de tous ces mouvements des patriotes. Dans la même perspective, on voit l'apparition, au début de la crise, des organisations de prévention dans tous les villages et toutes les villes sous le contrôle du gouvernement, appelées des comités d'autodéfense composés de civiles se proclamant patriotes. A propos de ces comités, Claudio Gramizzi écrit:

« Ces groupes, privés d'une véritable structure légale, tolérés, voire encouragés plus ou moins directement par le pouvoir en place, regroupent en général des jeunes qui n'hésitent pas à clamer haut et fort des propos xénophobes et sont encadrés par des personnes partisans ou proches du pouvoir » (op. cit.: 20).

La prédominance des jeunes a imposé l'appellation de « jeunes patriotes » à ce mouvement. Et, pourtant, on y trouve toutes les catégories sociales, voire des organisations politiques, syndicales, des citoyens sans appartenance partisane. Ce qui les unit: apporter leur soutien à la légalité constitutionnelle, au président Gbagbo et défendre les institutions de la République menacées par la rébellion, ainsi que le précise Charles Blé Goudé, en réponse à la question: « Pour vous, quelle est la bonne définition du vocable « jeunes patriotes? »: « C'est, dit-il, l'équivalent des Résistants français sous l'occupation allemande » ([http://www.democraci.org/article.php?id\\_article=108](http://www.democraci.org/article.php?id_article=108)).

---

7 Parmi ces structures, la « Sorbonne » du Plateau, la plus ancienne – elle aurait vu le jour probablement dans les années 1980 (Bahi 2003: 2) – et la plus célèbre, inspirera d'autres agoras ou « forums populaires » (Bahi 2004) à Abidjan et à l'intérieur du pays. Chaque structure porte sa propre dénomination: « Sorbonne », « Parlement », « Congrès », « Agora », « Sénat », etc. à laquelle on accole le nom du quartier.

Comme on peut s'en apercevoir, les deux protagonistes de la crise ivoirienne se différencient par leurs stratégies de communication et d'orientation « géopolitique ». Les rebelles ont beaucoup plus privilégié les moyens de communication internationale et de mass: les radios internationales et l'Internet, etc., parce qu'ils cherchaient à toucher la communauté internationale, les Ivoiriens de la diaspora (dont certains d'entre eux-mêmes sont issus), et leurs sympathisants au sud. Mais aussi, parce qu'ils avaient conscience que les journaux et médias du sud ne pouvaient faire la propagande de leurs idées. Pire, ils savaient que 'leurs' journaux/médias au sud étaient « surveillé ». Dans ce sens, on peut affirmer que ceux-ci se situent vers « le haut » – le niveau transnational, quand les patriotes se placent vers « le bas » – le niveau subnational. Contrairement aux rebelles, ils n'ont plutôt exploité que des médias de proximité : les « parlements » et les « agoras »<sup>8</sup>, ainsi que des livres destinés à un large public, répudiant ainsi les voies de communication transnationale comme étant « pipées ».

En s'interrogeant sur la nature et les causes de la crise ivoirienne: est-elle une mutinerie, une rébellion interne ou une agression terroriste extérieure?, les patriotes, dans ces structures, se sont le plus souvent fondés sur leurs analyses propres<sup>9</sup> et sur ces ouvrages pour refuser tour à tour la thèse d'une mutinerie, d'une crise ivoiro-ivoirienne, pour ne retenir que celle d'une attaque extérieure, comme le suggère le titre de l'ouvrage de Mamadou Koulibaly, président de l'Assemblée nationale ivoirienne: *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*. En introduction de son ouvrage, il précise bien cette idée qu'il entend défendre:

« L'idée centrale de ce débat est simple et reprend à son compte la thèse très populaire chez les observateurs, les victimes et leurs bourreaux; que c'est la France qui est entrée en guerre contre la Côte d'Ivoire. Le lecteur trouvera dans les pages qui suivent les exposés de l'acte d'accusation. Pourquoi la France attaque-t-elle une si petite économie comme la Côte d'Ivoire » (2003: 2).

Cette idée sera reprise et développée par tous les patriotes, comme par exemple Gomé Hilaire, membre de la galaxie patriotique:

« L'hypothèse de la mutinerie de soldats mécontents de leurs conditions ou voulant exiger leur maintien dans l'armée au-delà de la période de service est très vite apparue insoutenable. Elle a été démentie par les faits eux-mêmes. [...]. Certains faits ont pu laisser croire qu'il s'agit d'une rébellion interne. Les opérations se déroulent exclusivement sur le territoire ivoirien [...]. La thèse de l'agression extérieure de nature terroriste paraît la plus plausible. Il est certain que cette agression n'a été possible qu'avec la complicité et le soutien d'individus ou d'organisation intérieures. Il est tout aussi évident que des intérêts étrangers et des personnes ou des organisations extérieures en sont les principaux acteurs [...] » (2004: 23-24).

8 Ce phénomène n'est pas spécifique à la Côte d'Ivoire. Il est connu dans l'histoire comme "parlement populaire": popular parliaments en Anglais, folksriksdagen' en Suédois, et connu actuellement en Amérique du Sud parmi les mouvements qui défendent les populations dites indigènes. Ces informations, nous les devons au collègue et ami Karel Arnaut de l'Université de Gand à qui nous tenons à exprimer ici notre profonde gratitude pour sa lecture attentive et critique de la première version de ce texte.

9 Mais aussi sur celles des spécialistes que de non spécialistes affiliés ou non aux mouvements patriotiques, qu'ils soient des nationaux ou des étrangers.

Au moment où éclate la guerre, la Côte d'Ivoire était engagée dans un procès de réconciliation nationale<sup>10</sup>, à la suite des présidentielles d'octobre 2000 dont le déroulement a été perturbé par des violences graves et la vie socio-politique commençait à se normaliser avec la mise en place des institutions de la Deuxième République. Ainsi les patriotes ne comprennent-ils pas le bien-fondé des revendications des rebelles<sup>11</sup>. Et, ils se demandent si celles-ci suffisent-elles pour prendre des armes, pour « justifier le meurtre de tant de citoyens? » (Bro-Grébé, 2004: 31). Gomé Hilaire abonde également dans ce sens:

« comment comprendre que des Ivoiriens soi-disant patriotes (Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire) manifestent leur amour de leur pays au point d'y venir instaurer la démocratie, la justice, l'unité, par la force des armes? [...]. La lutte contre la haine des étrangers justifie-t-elle la haine de certains Ivoiriens contre d'autres Ivoiriens au point de les décimer? Est-ce pour combattre l'ivoirité et la xénophobie, qui seraient les sources de tous les maux en Côte d'Ivoire, que des Ivoiriens ont pris les armes et assassinés d'autres Ivoiriens? » (op. cit.).

Ce qui convainc davantage les mouvements patriotiques d'un complot international contre la Côte d'Ivoire, ce sont les conclusions de la table ronde de Linas-Marcoussis et de la conférence de la rue Kléber à Paris (ou la conférence des chefs d'Etats africains de Paris) tenues respectivement du 15 au 24 et du 25 au 26 janvier 2003, à l'initiative de l'Etat français. Pour les patriotes et le parti au pouvoir, les accords de Linas-Marcoussis<sup>12</sup> constituent, sans contredit, un coup d'Etat constitutionnel, comme le déclare Mamadou Koulibaly, en rentrant à Abidjan avant les conclusions de cette table ronde: « j'ai constaté que Pierre Mazeaud était en train de faire un coup d'Etat constitutionnel. Ce que les rebelles n'ont pas réussi à faire militairement, il le fait à Marcoussis » (cité par Gramizzi, op. cit.: 31). Ces accords n'ont pas été reçus favorablement par la « société civile » ivoirienne, du

---

10 Ce processus de réconciliation nationale a permis, en février et mars 2001, à tous les partis politiques de prendre part aux élections municipales qui ont vu la victoire du Rassemblement des Républicains (RDR), parti d'Alassane Ouattara. Pour consolider ce processus, le gouvernement de Gbagbo a organisé du 9 octobre au 18 décembre 2001, un Forum pour la réconciliation nationale. A ce forum, qui a rassemblé toutes les composantes de la société ivoirienne, « toutes les questions ont été débattues, même si on estime parfois que tout était superficiel » (Bro-Grébé 2004: 97). Par ailleurs, des recommandations de ce forum pour la réconciliation nationale est issu un gouvernement de large ouverture constitué le 5 août 2002, qui vu la participation des partis politiques les plus significatifs de la Côte d'Ivoire: FPI, PDCI, RDR, PIT, et UDPCI. Mais aussi, dans le même esprit, un mois plus tôt, tous ces partis ainsi que d'autres moins significatifs, c'est-à-dire début juillet 2002, participaient également aux élections départementales.

11 Concernant par exemple, la modification de la constitution ivoirienne demandée par les rebelles, les patriotes avancent que cette constitution et les lois électorales qui ont servi de base aux élections d'octobre 2000 et porté Laurent Gbagbo au pouvoir, non seulement ont été élaborées par l'ensemble des organisations sociales et politiques de la Côte d'Ivoire, mais aussi et surtout adoptées par référendum à 86,67%, à l'appel de tous les partis politiques.

12 Parmi les mesures envisagées par les accords de Marcoussis, pour la restauration de la paix en Côte d'Ivoire, les points prioritaires qui s'en dégagent et constitueront d'ailleurs les éléments de critiques des mouvements patriotiques sont: la formation d'un gouvernement de réconciliation nationale où chacune des délégations ivoirienne ayant participé à la table ronde aura des représentants; la nomination d'un premier ministre de consensus qui restera en place jusqu'à la prochaine élection présidentielle, avec des prérogatives de l'exécutif; une amnistie de tous les militaires détenus pour atteinte à la sûreté de l'Etat... ; l'application par le gouvernement de réconciliation nationale du programme de la table ronde qui figure en annexe des accords.

moins du côté gouvernemental, parce que, aux yeux des patriotes, d'une part ils violent la constitution ivoirienne qu'ils disent défendre, et d'autre part, ils ne condamnent pas la tentative de prise de pouvoir par la force, mais plutôt font accéder les rebelles au pouvoir. Leurs analyses rejoignent, par ailleurs, celles de certains spécialistes, tel que Claudio Gramizzi qui soulève dès la publication de ces accords, le sérieux problème de leur applicabilité :

« Indépendamment du contenu spécifique de l'accord, écrit-il, nous pouvons en tirer deux conclusions principales : premièrement il apparaît clairement que le pouvoir présidentiel de Gbagbo en ressort fondamentalement affaibli. Si les revendications de démission du président sont abandonnées et qu'il peut exercer son mandat jusqu'à son terme en octobre 2005, en revanche, ses pouvoirs ressortent de la Table ronde de Marcoussis fortement diminués ; le gouvernement de réconciliation nationale qui sera nommé aura en effet des prérogatives de l'exécutif, ce qui devrait du seul domaine du chef de l'Etat dans un système présidentiel. Deuxièmement, il est impossible de faire abstraction du fait que ces accords constituent un précédent qui pourrait s'avérer particulièrement dangereux pour l'avenir. En invitant les rebelles aux négociations et en les insérant *de facto* dans le groupe des forces politiques qui participeront au gouvernement de réconciliation nationale, les textes de Marcoussis légitiment dans une certaine mesure le recours aux armes comme moyen de luttes politiques et confient aux groupes armés insurrectionnels, par la même occasion, le statut d'interlocuteurs politiques attitrés. Il est encore trop tôt pour savoir en quelle mesure ces accords seront appliqués, mais reste le fait que ce mauvais exemple pourrait créer des émules parmi les rebelles ivoiriens » (op. cit. : 26).

Ces réflexions, sur le terrain, fonderont toutes les actions des patriotes: manifestations de rue (souvent violentes), déclarations, conférences, sit-in et marches de protestation, voyages d'explication à l'extérieur de la Côte d'Ivoire, etc. dont le but est de faire échec, selon eux, aux manœuvres des rebelles et de la communauté internationale. Ainsi ont-ils appelé le peuple ivoirien au patriotisme et au soutien des institutions de la République. La mobilisation et la détermination, en décembre 2002, de milliers de jeunes pour aller au front en se faisant enrôler dans les forces armées nationales en sont une parfaite illustration. Cette résistance est d'autant nécessaire que pour les patriotes, les revendications de la rébellion ne sont en faveur que des étrangers. Subséquemment, la guerre qui est imposée à la Côte d'Ivoire ne vise que les intérêts vitaux du peuple ivoirien: sa nationalité, son ivoirité, ses terres, sa constitution, sa souveraineté, ses richesses nationales (minière, agricole, etc.) que le président Gbagbo avait commencé par défendre et préserver contre « les réseaux françafricains [qui lui] en veulent parce que celui-ci refuse d'adhérer au syndicat des chefs d'Etats africains à la solde de la France » (Gomé, op. cit. : 215). Derrière les vœux de la libération nationale, la restauration de la souveraineté de l'Etat... des patriotes et de la lutte contre l'exclusion et la xénophobie des rebelles ne se cachent-ils pas d'autres enjeux plus matériels?

## Crise ivoirienne, mobilisation patriotique et imaginaire national

Si le patriotisme repose sur le sentiment d'attachement à la communauté nationale à laquelle l'on appartient par naissance ou par choix (naturalisation), la nation est, cependant, pour Eric Hobsbawm, « un phénomène essentiellement construit d'en haut » (1992: 21)<sup>13</sup>, par les élites intellectuelles et politiques (Patez, 1998: 8). Puisque, souligne cet auteur:

« La diffusion des idées, des représentations et des symboles relatifs à la nation à tous les niveaux de l'échelle sociale est un trait fondamental de l'imaginaire national. De cette diffusion dépend l'émergence ou le renouveau d'un sentiment d'identité nationale. L'objet de l'idéologie nationale est de faire prendre conscience à la nation de son existence, c'est-à-dire faire naître, renforcer ou revivifier dans la population le sentiment d'identité nationale. L'imaginaire national « d'en haut » est un appel à une prise de conscience nationale et c'est en ce sens que l'on peut parler d'un processus *descendant* » (ibid.: 9).

Dans ce sens, les rebelles ivoiriens, ainsi que les patriotes ont réussi à éveiller la conscience nationalitaire en Côte d'Ivoire. Ils ont renforcé le sentiment d'appartenance et d'adhésion des Ivoiriens à leur nation comme le remarquent plusieurs observateurs dont, entre autres, Lanciné Sylla: « Cette guerre a ceci de positif au moins, c'est d'avoir élevé le sens patriotique et nationaliste des Ivoiriens » (op. cit.: 4), Bro-Grébé: « la guerre a favorisé l'émergence d'une conscience nationale qui sommeillait auparavant » (op. cit.: 123) et Marsall-Fratani: « En Côte d'Ivoire, la montée du courant nationaliste, en gestation depuis des décennies et nourri par la crise économique et le processus de démocratisation ne pouvait que s'amplifier avec cette intervention [de la France] et en accentuer les contradictions » (2005: 22).

Si « l'imaginaire national est l'ensemble des représentations qui soutiennent la croyance en l'existence d'une nation » (Patez, 1998: 6), nous pouvons dire que tous les acteurs de la crise en Côte d'Ivoire croient en l'existence d'une nation ivoirienne. Ils restent marqués par l'axiologie étatico-nationalitaire: sur le site Internet officiel des Forces Nouvelles flotte le drapeau de la Côte d'Ivoire avec les couleurs nationales, représentations symboliques plus ou moins imaginaires de la nation; comme pendant toute la période de la guerre, dans les zones rebelles comme dans les zones sous gouvernementales, on a commémoré – bien que séparément – l'indépendance de la Côte d'Ivoire et chanté l'hymne national ivoirien. Les protagonistes de la crise ivoirienne, le fait de chanter, de part et d'autre, l'Abidjanaise le 07 août, date à valeur symbolique (la fête nationale), crée entre eux, d'après Benedict Anderson (2002: 149), des occasions d'unissonnalité, de réalisation physique en écho de la communauté imaginée<sup>14</sup>. Puisque, pour cet auteur, « il existe une forme particulière de communauté contemporaine que seul

---

13 Eric Hobsbawm distingue deux niveaux d'analyse de la nation : l'analyse "par le haut", c'est-à-dire du point de vue des gouvernants ou des porte-parole et militants des mouvements politiques qui sont généralement les pionniers et les militants de "l'idée nationale" et de sa propagande, et l'analyse de la nation "par le bas" qui partirait des hypothèses, des espoirs, des besoins, des nostalgies et des intérêts des gens ordinaires que les nationalistes ont toujours prétendu représenter (Cf. Hobsbawm, *ibid.*: 29, 31-32).

14 Anderson définit, dans un esprit anthropologique, la nation comme « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine (*ibid.*: 19).

suggère le langage: les hymnes nationaux, par exemple, que l'on chante dans les grandes occasions. Si banals que soient les mots si médiocres que soient les airs, les chanter c'est faire l'expérience d'une certaine simultanéité: des gens qui ne se connaissent absolument pas fredonnent les mêmes vers sur la même mélodie. L'image: unissonance » (op. cit.: 148-149).

On peut également évoquer, comme autre occasion d'unissonnalité: le soutien de l'équipe nationale de football au cours de la Coup d'Afrique des Nations de 2006 et de 2008, ainsi que pendant la Coupe du Monde de 2006, etc. par tous les Ivoiriens du sud et du nord. Mais, cette entité de référence des rebelles et des patriotes, perçu comme espace, c'est-à-dire, au-delà de l'autochtonie, ne pose aucun problème et renvoie à l'Etat national ivoirien dans ses frontières actuelles telles que héritées de la colonisation que tous veulent défendre ou disent défendre. Ce qui veut dire que l'idée de nation prend probablement sa force dans la mise en commun d'un territoire et constitue une détermination nécessaire à l'exercice de toute politique. Ce qui signifie également que la nation peut être fondée ou bien sur la volonté commune ou bien sur l'existence d'appartenance définies par l'histoire. Dans le cas ivoirien, la première proposition semble plus vraisemblable d'autant que tous les ressortissants du nord vivant dans le sud, n'ont pas rejoint leur région d'origine.

Espace, l'Etat national ivoirien est également saisi comme histoire par ces acteurs, c'est-à-dire comme mémoire. Sous ce rapport, il semble s'opposer ici deux idées de nation: celle des rebelles d'une part, et celle des patriotes d'autre part. Dans son « nouvel ordre politique », la nation ivoirienne comme entité historique réfère, dans l'imaginaire de la rébellion, à la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny, père de cette nation qu'il a gouvernée jusqu'à sa mort en 1993. Cette histoire, la rébellion ivoirienne entend et veut l'assumer dans une continuité et reconsolidation (Memel-Foté, 1997: 614). Et ce, pour plusieurs raisons. La première est que les Ivoiriens, bien que de religions et d'ethnies différentes, ont vécu ensemble dans leurs diversité et unité, et coexisté relativement harmonieusement pendant plus de trois décennies, c'est-à-dire pendant tout le règne de Félix Houphouët-Boigny qui, grâce à ses stratégies politiques et gouvernementales, a su largement estomper les tensions religieuses, ethniques, politiques potentielles. Mais malencontreusement, après sa mort, un nuage d'intolérance, de division et de rejet interethnique ait venu jeter une ombre sur le pays. La deuxième raison, c'est que pendant cette période sur le plan politique la Côte d'Ivoire était considérée comme un modèle de stabilité dans une région frappée par des conflits et des guerres. La troisième raison, découlant des deux premières, a trait à l'économie ivoirienne qui, sous Houphouët-Boigny, était l'une des plus florissantes, et la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, était l'une des plus grandes puissances économiques africaines, et attirait ainsi de millions d'Africains, particulièrement de toutes les sous-régions d'Afrique occidentale. Et sur le plan social, ces immigrés venus d'Etats voisins vivaient en bonne intelligence avec les autochtones ivoiriens. Pour la rébellion ivoirienne, « une telle évolution sans rupture est possible » (Memel-Foté, *ibid.*: 616).

Il en va autrement pour les patriotes. Pour eux, si la nation est mémoire, elle est aussi distance, rupture. Se souvenir, c'est donc se donner les moyens de penser le passé

en le pensant, c'est y chercher un élan qui permet de dépasser les tourments anciens plutôt que d'y revenir continuellement (Létourneau, 1998: 415). Cette vision des patriotes pourrait se résumer ainsi:

« Les traces du passé, il est loisible d'y voir des témoignages dont on se sente solidaire sans nécessairement s'y identifier tout à fait et dont on témoignera à son tour; si on les récuse, ce n'est pas parce qu'ils n'auraient pas existé, mais parce qu'ils contredisent les valeurs que l'on a élues dans la conduite de sa vie [présente] » (Fernand Dumont cité par Létourneau, op. cit.: 415).

Somme toute, les rebelles défendent l'histoire récente de la Côte d'Ivoire, quand les patriotes se refusent de l'assumer. Ils proposent plutôt la rupture d'avec le legs de Houphouët-Boigny, une nouvelle Côte d'Ivoire en discontinuité avec ce passé qui n'a pas été que glorieux. De cette histoire, les patriotes évoquent alors le parti unique – qui suppose confiscation et concentration du pouvoir – sous le président Félix Houphouët-Boigny que les mouvements de revendications de rue avaient contraint à autoriser le multipartisme inscrit dans l'article 7 de la Constitution de 1960 (Memel-Foté, op. cit.: 614), mais aussi les faux complots, les massacres des Guébié à Gagnoa, des Agni dans le Sanwi, au sud-est, etc. Et, il ne pouvait en être autrement avec ces patriotes qui, dans le fond, ont pris la cause de Laurent Gbagbo lui qui, aux élections présidentielles, a proposé au peuple un programme de gouvernement axé sur les principes de la rupture et de la refondation à partir d'une philosophie politique, celle du socialisme démocratique (Memel-Foté, *ibid.*: 616-617).

Par ailleurs, si la nation est construction par le haut, d'après Eric Hobsbawm (Cf. *supra*), celui-ci ajoute aussitôt que le phénomène national « ne peut être compris si on ne l'analyse pas aussi par le bas » (op. cit.: 21), c'est-à-dire, au sein des cultures de masse (Patez, op. cit.: 8), en ceci que la construction de la nation par le haut amène à confondre,

« Les éditoriaux de journaux partisans avec l'opinion publique, [mais aussi du fait que] les idéologies officielles des Etats et des mouvements ne permettent pas de découvrir ce qui se passe dans l'esprit des citoyens, fussent-ils les plus sincères de leurs partisans, [enfin parce que] l'identification nationale peut changer et se modifier au fil du temps, même au cours de périodes assez brèves » (Hobsbawm, *ibid.*: 29-30).

L'analyse de la nation « par le bas », suggérée par Hobsbawm, montre ici que depuis que la belligérance s'est atténuée, les tensions ont baissé, et que s'est engagé le processus de paix et de réconciliation, des mécontentements ont commencé à sourdre dans « le petit peuple » que les rebelles et les patriotes ont toujours prétendu représenter. Car, ils croient que leurs hypothèses, espoirs, besoins, nostalgies et intérêts (Hobsbawm, *ibid.*: 31-32) n'ont pas été pris en compte par leurs leaders. Ainsi les partisans et les militants des groupes rebelles et patriotiques dénoncent-ils les richesses personnelle de ces leaders: Soro Guillaume, Wattao, Chérif Ousmane, Koné Zakaria... d'un côté; Blé Goudé, Eugène Djué, Bro-Grébé, Jean-Yves Digbopieu, Idriss Ouattara... de l'autre, ainsi leur luxe insolent, mais également des hommes politiques, qui tranche avec leur modeste train de vie. Ils reprochent à ceux-là, ainsi qu'à l'Etat, principalement à Gbagbo et à son parti

le FPI (surtout dans le sud) de les avoir oubliés, trahis, voire sacrifiés pour leurs propres intérêts, eux qui ont donné « leur poitrine pour la patrie ». Alors, se sentant ignorés, tant jeunes anonymes, aussi bien du côté de la rébellion que des mouvements patriotiques, qui espéraient eux aussi quelque reconnaissance pour la cause défendue, réclament dès lors leur part du gâteau à leurs leaders qui vivent actuellement dans l'opulence et ont pigeons sur rue à Bouaké, à Abidjan et dans la sous région, par des manifestations ou protestations de rue.

C'est le cas récemment à Abidjan des blessés des événements du 4 novembre 2003, à Yamoussoukro des groupes d'auto-défense (milices) qui se font appeler « Scorpions Guetteurs »; c'est aussi le cas dernièrement de l'insurrection des militaires mécontents des Forces Nouvelles à Séguéla, Vavoua, Zuénoula et Bouaké. Aujourd'hui, à Bouaké au sein d'une organisation dénommée: le « Mouvement Patriotique des Démobilisés de Côte d'Ivoire » (MPDCI), des combattants des Forces Nouvelles, en phase de démobilisation, protestent depuis le 18 août 2008, contre le non versement de leurs primes. Cette autre mutinerie de Bouaké, Ferrol M. Bally, journaliste au quotidien *Fraternité Matin*, la relate si bien et en explicite parfaitement les logiques du point de vue de ses acteurs. Celles-ci résument pleinement toutes les raisons avancées par ceux qui se croient lésés dans cette crise ivoirienne, et le manifestent par des récurrents remous. Ce qui nous justifie à citer de large extrait du texte de ce journaliste plutôt que de le résumer ou de le commenter:

« Les ex-combattants sont sur le pied de guerre. Non contents d'avoir saccagé, lundi, dans un accès de colère, le secrétariat général des Forces Nouvelles à Bouaké, ils sont revenus à la charge hier et avant-hier. Descendus dans les rues pour crier leur ras-le-bol, ils ont dressé des barricades au corridor sud de la ville. Ayant l'impression d'être sacrifiés sur l'autel du retour de la paix, ils ne veulent plus que d'une chose: le paiement d'une prime de 5 millions de FCFA à chacun d'eux. Car pendant que, eux, tirent le diable par la queue, leurs chefs roulent carrosse, célèbrent leurs mariages, en grande pompe, outre Méditerranée ou dans des pays voisins, rendent visite à leurs familles qui se la coulent douce Atlantique, etc. C'est le jour et la nuit. Aussi, la sourde révolte prend-elle de l'ampleur en se durcissant. Pour eux, il n'est plus question de se soumettre aux différents programmes prévus pour les inviter à déposer les armes (nouvelle armée, réinsertion ou service civique). Pour cela, ils n'ont qu'une seule exigence: avoir une rencontre de vérité avec Soro Kigbafori Guillaume, en personne. Qu'ils ne manquent d'accuser, à visage découvert, de « trahison ». Le ver est dans le fruit. Nombre d'ex-combattants ne savent plus à quel saint se vouer, à quel chef de guerre ou à quelle autorité se fier. Perdus dans le processus en cours, ils apparaissent comme des dindons de la farce de l'arrangement politique et entendent monnayer au prix fort leurs redditions » (*Fraternité Matin* du vendredi 22 août 2008: 2).

Ces plaintes « de la grande masse des gens ordinaires » ne démontrent pas seulement que la cohésion sociale au travers du processus de la réconciliation nationale est en train se faire qu'au détriment du corps social tout entier, sinon au profit des particularismes qui représentent nécessairement un danger de désintégration. Elles prouvent également que le sacrifice pour la nation n'est demandé qu'aux autres. Or, dans

le nationalisme, le sentiment d'appartenance et d'adhésion à la nation se double non seulement de l'affirmation de la prééminence de la nation comme cadre de la solidarité sur les autres solidarités (Encyclopédie Microsoft® Encarta® 2005® 1993-2004), mais aussi à l'idée d'attachement à la patrie, se trouvent associées celles de l'intérêt national et du désintéressement. C'est pourquoi Anderson écrit: « les nations inspirent l'amour, et un amour qui va souvent jusqu'au sacrifice » (op. cit.: 145). Puis ajoute-t-il:

« Si les historiens, les diplomates, les hommes politiques et les sociologues sont tout à fait à l'aise avec l'idée « d'intérêt national », la valeur de la nation, aux yeux de la grande masse des gens ordinaires, tient précisément à son désintéressement. C'est précisément pour cela qu'elle peut demander des sacrifices » (ibid.: 147)<sup>15</sup>.

Ces cris de désespoir du «peuple», des militants et des partisans dévoilent alors que la crise ivoirienne, d'une lutte contre l'exclusion, la ségrégation et la xénophobie (les rebelles) et d'une réaction pour la libération et l'indépendance totales de la Côte d'Ivoire (les patriotiques), est devenue une lutte sur le pouvoir où la mobilisation patriotique apparaît comme une ressource à la fois politique et économique. Deux facteurs essentiels concourent à le monter. Premièrement, la mobilisation patriotique apparaît comme une ressource politique pour, sinon dominer et contrôler le champ politique ivoirien, du moins pour mieux s'y positionner. Les protagonistes de cette crise, conscients que le patriotisme est une idéologie puissamment mobilisatrice, l'ont ainsi exploité aux fins de leurs promotions politiques et servi d'alibi à des ambitions personnelles. Ceci est d'autant vrai que sur le terrain, le patriotisme n'a davantage mobilisé dans une lutte partisane que dans le sens d'une solidarité et d'une unité nationales. En faisant appel à ce qui pouvait avoir du sens pour les Ivoiriens afin de les soutenir, les rebelles et le front patriotique, dans cette ambitions ont même utilisé d'autres attaches et expressions identificatoires que l'identification nationale: l'ethnie, la région, la religion, etc.

Mis à part quelques mouvements qui ont pris une connotation beaucoup plus nationale, par exemple l'Union des patriotes pour la libération totale de la Côte d'Ivoire (UPLTCI), la naissance au plan régional des « milices patriotiques de résistance » d'une région à l'autre : le Front de libération du Zanzan (FLZ), le Front de libération du Grand Centre (FLGC), le Front de libération du Grand Ouest (FLGO), la Voix du nord, etc. sont révélateurs de cette identification ethnique ou régionale du côté des mouvements patriotiques. De même, à défaut d'être purement géographique (Nord contre Sud) ou religieuse (Musulmans contre Chrétiens), la rébellion ivoirienne s'est également appuyée sur des ressorts ethniques : une rébellion malinké ou dioula et sénoufo, une rébellion dan (yacouba) face aux vexations subies. Ces identifications nous renvoient au primordialisme dont Arjun Appadurai rappelle les grandes lignes:

« En essence, il dit ceci: tous les sentiments de groupe impliquant un fort sens d'identité de groupe, un sentiment du « nous autres », s'appuient sur les liens qui unissent de petites collectivités intimes, généralement fondées sur la parenté ou diverses formes

---

15 Notre auteur précise toutefois: « Non que les mouvements révolutionnaires ne poursuivent aucun objectif matériel. Mais ces objectifs sont envisagés non pas comme des accumulations de biens matériels, mais comme les conditions du « bonheur » partagé cher à Rousseau » (note 5: 148).

de parenté élargie. Les idées d'identité collective basées sur le sang, le sol ou la langue tirent leur force affective des sentiments qui lient de petits groupes » (2001: 198).

En Côte d'Ivoire, comme « dans de nombreuses régions du monde, l'appartenance ethnique ou nationale fait partie des ressources que des formations politiques [ou leurs succédanés] utilisent pour conquérir le pouvoir » (Ruano-Boralan, 1998: 12). La victimisation mise en avant par les uns (ivoirité, exclusion, xénophobie, etc.) et par les autres (attaque extérieure, néo-colonialisme, etc.) ne sont alors que des stratégies de luttes pour l'accaparement ou la conservation du pouvoir. Parlant surtout des rebelles Lanciné Sylla ne dit pas autre chose:

« Les causes le plus souvent évoquées pour expliquer cette crise politico-militaire – conflits ethniques, conflits religieux, conflits régionalistes, xénophobie, exclusion, ivoirité et autres – ne sont en fait que des canaux d'expression de cette crise, si ce n'est, somme toute, que des prétextes, des alibis au service de stratégies politiques, stratégies de combat et de lutte sur le pouvoir » (Sylla, 2003: 5)

Deuxièmement, cette crise s'avère être une stratégie d'entrepreneurs politiques, voire économiques (Bayart, 1993, 1989) où les jeunes sont en première ligne, comme le remarquent Richard Banégas et Ruth Marshasl-Fratani:

« L'autre phénomène marquant du conflit ivoirien, écrivent-ils, c'est l'affirmation des jeunes, le 19 septembre voit l'éclosion de puissants groupes de jeunes « patriotes ». Du côté de la rébellion, on constate également l'apparition de nouvelles figures politico-militaires, jeunes pour la plupart... » (2003: 7).

En effet, la population ivoirienne est essentiellement jeune<sup>16</sup>. Ces jeunes, touchés vigoureusement par la crise de l'emploi depuis au moins les années 1980, et confrontés aux problèmes de l'insertion sur le marché du travail et dans la société, soit « se retrouvent enrôlés dans des activités subalternes et faiblement rémunératrices » (Tinel et Guichaoua, *ibid.*: 444), et le plus souvent dans le secteur informel où des diplômés, pour convertir leur capital scolaire en capital économique et social, se retrouvent avec des illettrés. Soit, ils entrent dans la politique pour échapper à la pauvreté, à la précarisation du chômage, et pour espérer une reconnaissance économique et sociale. Et, c'est le cas pour la plupart des jeunes qui ont adhéré à la rébellion ou aux mouvements des patriotiques. L'engagement des uns et des autres n'était pas seulement pour répondre à l'appel des habitants du Nord se sentant exclus (la rébellion) ou de la patrie en danger (mouvements patriotiques) ou pour prendre en mains l'avenir du pays. C'était aussi et surtout pour fuir l'oisiveté et pour se faire « une place au soleil ». Autrement, il s'agit surtout d'un investissement à court et long termes, comme l'était l'école en Côte d'Ivoire dans les années 1960-1970 où elle était

16 « La Côte d'Ivoire doit faire face à une population composée pour près de 57% d'individus âgés de moins de 25 ans » (Tinel et Guichaoua 2001: 435).

Pour une meilleure compréhension des difficultés d'emploi des jeunes, et notamment des jeunes diplômés en Côte d'Ivoire, il serait préférable de se rapporter à des ouvrages spécialisés sur la question, par exemple Tapinos, Hugon et Vimard (dir.) (2001), en particulier les textes de Pascal Labazée (233-262), Philippe Hugon et Antoine Bommier (263-324) et de François Tinel et Yvan Guichaoua (435-470); Potreau (1997) in Bernard Contamin & Harris Memel-Foté (éds).

censée garantir une promotion sociale et économique des diplômés.

Si l'idée nationale est le plus sûr élément du consensus; et qu'elle porte en elle une représentation du futur dont le pouvoir apparaît le garant (Burdeau, op. cit.: 6), on comprend alors très mal qu'aujourd'hui, la crise ivoirienne engage moins un débat sur le statut de la nationalité et de la citoyenneté, encore moins sur l'idée de la Côte d'après-guerre. Les parties ne se préoccupent plus actuellement que des 'questions politiques', sans aucun projet de société de la nouvelle Côte d'Ivoire annoncée de part et d'autre. Or, selon André Malraux (cité par Georges Burdeau 1990: 6), ce qui fait la force sentimentale d'une nation, c'est moins l'esprit qui donne l'idée d'une nation que la « communauté de rêve », et « de ce rêve, ajoute Burdeau, le pouvoir, en l'incarnant, fait un projet, où hier n'est évoqué que comme fondement de ce que sera demain. C'est à ce mélange d'héritage et d'ambition que la nation doit sa force » (ibid.). La crise ivoirienne nous éloigne de cette dimension et surtout de ce que dit J. Haesaret (1939): « quand la foi fléchit, quand la raison hésite, un pogrome ou une guerre restaure à point l'unité menacée. Férue de son autonomie, la nation ne se confie qu'à une autorité tirée d'elle » (cité par Burdeau, ibid. 5). Avec la mobilisation patriotique, la crise ivoirienne vient plutôt enrichir les thèses sur le post-nationalisme ou les nationalismes postcoloniaux (Appadurai 2001) avec leur cortège de violence ethnique et politique.

## Références

- Anderson, B., (2002). *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris: La Découverte & Syro.
- Appadurai, A., (2001). *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris: Payot.
- Bahi, A., (2006). *Permanence et bifurcations du « sentiment nationaliste » ivoirien*, In: A. M. B. Mangu, dir., *Nationalisme, panafricanisme et reconstruction africaine*, Dakar, CODESRIA: 81-101.
- (2004). *Approche sémio-contextuelle des communications dans les forums d'Abidjan*, Kasa Bya Kasa, no. 5-2004: 5-26.
- 2003. *La « Sorbonne » d'Abidjan: rêve de démocratie ou naissance d'un espace public?*, *African Sociology Review/Revue Africaine de sociologie*, Vol. 7, no. 1: 1-17.
- 2001. *L'effet "titrologue": étude exploratoire dans les espaces de discussion de rues d'Abidjan*, *Enquête*, no. 8: 129-167.
- Bally F. M., (2008). *Le ver dans le fruit*, In: *Fraternité Matin*, N° 13135 du vendredi 22, colonne 1: 2.
- Bayart, J-F, (1989). *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris: Fayard.
- Bro-Grébé, G., (2004). *Mon combat pour la patrie*, Abidjan: PUCI.
- Burdeau, G., (1990). *Nation*, In: *Encyclopédie universalis*, corpus 16, Paris: 5-6.
- Dozon, J-P., (2000a). *La Côte d'Ivoire au péril de l'ivoirité. Genèse d'un coup d'Etat*, *Afrique Contemporaine*, N° 193, janvier-mars: 13-23.
- (2000b). *La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme*, *Politique Africaine*, N° 78, juin, Paris: Karthala: 45-62.
- Gomé Gnohité, H., (2004). *Le rempart. Attaque terroriste contre la Côte d'Ivoire*, Abidjan: Institut éco-projet.
- Hobsbawm, E., (1992). *Nations et nationalismes depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, (traduit de l'anglais par Dominique Peters), Paris: Gallimard.

- Kilani M., (2000). *L'inhumanité de l'autre? Notes introductives sur quelques concepts clés*, In: René Galissot, Mondher Kilani & Annamaria Rivéra, dir., *L'imbroglie ethnique en quatorze mots Clés*, Lausanne: Editions Payot.
- Koulibaly, M., (2003). *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, Abidjan: La Refondation.
- Létourneau, J., (1998). *La nation des jeunes*, In: Bogumil Jewsiewicki, & Jocelyn Létourneau, dir., *Les jeunes à l'ère de la mondialisation. Quête identitaire et conscience historique*, Sillery: Les éditions du Septentrion: 411-430.
- Losch, B., (2000). *Introduction au thème: La Côte d'Ivoire en quête d'un nouveau projet national*, Politique Africaine, N° 78, juin, Paris: Karthala: 5-25.
- Marshall-Fratani R., (2005). *La France en Côte d'Ivoire : l'interventionnisme à l'épreuve des faits*, Politique Africaine, N° 98 juin, Paris : Karthala: 21-41.
- Memel-Fotê, H., (1997). *De la stabilité au changement. Les représentations de la crise politiques et la réalité des changements*, In: Bernard Contamin & Harris Memel-Fotê, (éds.), 1997, *Le modèle ivoirien en questions. Crises, ajustements, recomposition*, Paris, Karthala-ORSTOM: 611-633.
- Patez, F., (1998). *Quelques remarques sur l'imaginaire national*, Cahiers du CERIEM N° 3 octobre, Rennes: Université de Haute-Bretagne Rennes 2: 5-13.
- Ruano-Boralan, J.-C., (dir.), (1998). *L'identité. L'individu. Le groupe. La société*, Auxerre: Sciences Humaines.
- Sylla, L. (2007). *Anthropologie de la paix. De la contribution de l'Afrique à la culture de la paix*, Abidjan, Ed. du CERAP.
- (2003). *Crise politico-militaire en Côte d'Ivoire*, entretien avec François Gombahi, décembre, Abidjan (inédit).
- (1977). *Tribalisme et parti unique en Afrique*, Paris: Université nationale de Côte d'Ivoire & Presse de la fondation nationale des sciences politiques.
- Tinel F. et Guichaoua Y., (2001). *Les jeunes : une génération à la croisée des cultures*, In: Georges Photios Tapiños, Philippe Hugon et Patrice Vimard (dir.), *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Défis démographique et développement durable*, Paris: Karthala: 435-470.
- Références électroniques**
- AZZI Assaad E., *Questions approfondies de Psychologie Sociale: les mécanismes psychologiques du nationalisme*, Université Libre de Bruxelles. Faculté des Sciences Psychologiques et de l'Education, <http://www.conflicts.org/document2099.html>, consulté le 05-01-07.
- Côte d'Ivoire: Guillaume Soro et la "révolution ivoirienne" de 2002 (1), [http://www.lefaso.net/article.php3?id\\_article=7300](http://www.lefaso.net/article.php3?id_article=7300).
- Gramizzi, C., (2003). *La crise ivoirienne. De la tentative du coup d'Etat au gouvernement de réconciliation*, GRIP ([www.grip.org](http://www.grip.org)), [http://www.democraci.org/IMG/pdf/r\\_GRIP\\_Gramizzi.pdf](http://www.democraci.org/IMG/pdf/r_GRIP_Gramizzi.pdf).
- La charte de la résistance et de la libération nationale, 2006, vendredi 3 mars [http://www.democraci.org/article.php3?id\\_article=156](http://www.democraci.org/article.php3?id_article=156).
- Le commandant Wattao. *Portrait*, (Dimanche 03 avril 2005), <http://www.bataillon-anaconda.info/wattao/lire-article.php?newsid=3>.
- Le Nouvel Observateur, du mercredi 1er décembre 2004, [http://www.democraci.org/article.php3?id\\_article=108](http://www.democraci.org/article.php3?id_article=108).
- Les dozos au sein des forces nouvelles », <http://compagnie-guepard.chez-alice.fr/dozos.htm>.
- Les grosses têtes des FAFN. Wattao, l'anaconda qui veille sur Bouaké, <http://www.bataillon-anaconda.info/wattao/lire-article.php?newsid=16>.
- Portrait de la semaine. Le commandant Wattao, <http://www.bataillon-anaconda.info/wattao/lire-article.php?newsid=35>.
- Portrait de Chérif Ousmane, le Guépard, <http://compagnie-guepard.chez-alice.fr/agnes.htm>.
- Pourquoi les Forces nouvelles ont-elles pris les armes pour se faire entendre? Chérif Ousmane donne les raisons de son combat dans un entretien avec Agnès du Pargé », <http://compagnie-guepard.chez-alice.fr/combat.htm>.